

Jean-Claude Djereke

## Défendre la cause des faibles

(February 2005)

---

L'Eglise doit défendre les faibles parce que Dieu n'a pas agi différemment dans l'histoire d'Israël (Ex 3, 7-8). A-t-elle assumé cette mission partout et toujours ? Difficile de répondre par l'affirmative. Il n'y a pas lieu toutefois de désespérer de l'institution et des personnes qui l'animent car les choses sont en train de changer ici ou là. C'est le cas de la Côte d'Ivoire où les évêques ont réagi de fort belle manière après la barbarie de l'armée française à Abidjan les 7 et 8 novembre 2004. Dans sa lettre du 8 novembre 2004, la conférence épiscopale déclare en effet :

« Chers Français, chères Françaises, en ces heures graves que traverse notre pays, la Côte d'Ivoire, nous venons par ces paroles vous exprimer notre compassion au sujet de vos fils et frères tombés au cours de ces événements. C'est justement pour prévenir ces incompréhensions et ces pertes en vies humaines que dans notre déclaration du 21 février 2003, adressée aux Ivoiriens et à la communauté internationale, nous nous inquiétons du rôle ambigu, louvoyant et confus des autorités françaises. Nous nous posons la question : pourquoi la France s'adonne-t-elle à ce double jeu ? est-ce pour défendre ses intérêts ? Convient-il de placer l'intérêt particulier des sociétés multinationales, fussent-elles pourvues de puissants moyens financiers, au-dessus de l'intérêt d'une nation, d'un peuple ? Cette déclaration des évêques mal acceptée par les autorités de la Force Licorne a suscité une rencontre d'explication avec les évêques à la résidence du cardinal Bernard Agré. Aujourd'hui, les faits confirment ce que nous avons relevé. Sinon comment comprendre qu'un malheureux incident puisse pousser à une réaction d'une telle envergure et si disproportionnée de la part de la France : destruction de tout l'aéronef ivoirien, occupation des aéroports d'Abidjan et de Yamoussoukro, bombardement du palais présidentiel de Yamoussoukro, redéploiement de chars sur la ville d'Abidjan, tirs à balles réelles sur des enfants, des jeunes, des femmes aux mains nues qui ne recherchent rien d'autre que la paix et la réunification de leur pays ; ils sont nombreux ceux qui y ont trouvé la mort ou ont été blessés. Nos hôpitaux et nos morgues sont aujourd'hui débordés. A notre connaissance, la mission officielle de la Force Licorne est d'aider à la réunification du territoire ivoirien et non de semer la mort et la désolation dans notre pays. Au regard des faits, aujourd'hui, faut-il penser que l'intention inavouée n'était rien d'autre que de déstabiliser la Côte d'Ivoire et de la réduire de nouveau en une colonie française. Il faut savoir que cette voie ne permettra jamais à notre pays de parvenir à la paix et à la réunification tant souhaitées. Et pourtant ils sont nombreux, les liens qui nous unissent et nous rapprochent les uns des autres ; parmi eux, citons notre foi commune en Jésus-Christ. Est-il besoin de rappeler que c'est la France qui par ses missionnaires a évangélisé la Côte d'Ivoire ? Et ils sont encore là, ceux qui parmi vous professent cette foi en ce Dieu révélé par Jésus-Christ. En Jésus, tous nous sommes des frères. Le président de la République française, Monsieur Jacques Chirac, est pour nous un frère en Christ.

Cette armée française renferme en son sein des chrétiens et des aumôniers prêtres et évêques qui lisent la Parole de Dieu et célèbrent chaque jour l'eucharistie, sacrifice d'amour, de pardon, d'unité et de paix. Ce qui nous est donné de voir aujourd'hui correspond-il à la logique de cette foi commune ? Au nom du Christ, nous vous demandons, chers frères et sœurs français, d'intervenir auprès des dirigeants de votre pays pour qu'ils aident la Côte d'Ivoire à prendre son destin en main, de façon libre et souveraine. C'est par cette action courageuse et prophétique que se manifesteront notre fraternité en Christ et la vérité de notre mission, celle que Christ nous a confiée à tous ».

Quels commentaires peut-on faire de cette déclaration ? Premièrement, elle frappe par sa promptitude, son courage et sa clarté. Pour tout dire, elle exprime à haute voix ce que beaucoup d'Ivoiriens avaient coutume de dire *mezza voce* : la France n'est pas neutre dans le conflit ivoirien. Elle a choisi son camp, celui de la rébellion et, à l'instar des terroristes qui ont coupé le pays en deux, elle se trouve dans une logique de déstabilisation et de re-colonisation de la Côte d'Ivoire. Il y a longtemps que les Ivoiriens n'avaient plus connu une telle clarté et un tel courage de la part de conférence épiscopale. Bravo donc à nos prélats qui ont bien parlé cette fois-ci ! Mais, en même temps, je ne résiste pas à la tentation de poser cette question : la guerre injuste que nous subissons depuis le 19 septembre 2002 aurait-elle duré jusqu'à maintenant si nos évêques avaient, dès le début, osé appeler un chat, un chat, s'ils avaient pu dire que c'est Jacques Chirac qui nous fait la guerre à travers la rébellion ? Madagascar a réussi à se débarrasser de Didier Ratsiraka parce que les évêques malgaches, renonçant à de petits calculs, furent les premiers à reconnaître la victoire de Marc Ravalomanana. Pendant l'occupation de la France par l'Allemagne nazie, des ecclésiastiques

comme le cardinal Saliège de Toulouse, l'abbé Pierre... n'hésitèrent pas à soutenir ouvertement le général de Gaulle qui incarnait la résistance française à la barbarie et à l'injustice<sup>i</sup>. Car être disciple du Christ, ce n'est pas laisser faire mais être capable de trancher entre le mensonge et la vérité, entre la justice et l'injustice, entre l'agresseur et l'agressé. A vouloir opérer dans l'ambiguïté, on ne gagne rien d'autre que le discrédit et le mépris et celui qui veut jouer les équilibristes, celui qui cherche à contenter tout le monde ou est constamment préoccupé de ménager la chèvre et le chou ne peut que se mentir à lui-même et tromper les autres. Il y a des circonstances où nous devons choisir notre camp, opter pour ou contre l'injustice, la barbarie, l'impérialisme, le mensonge, etc. « Toutes les dictatures, tous les terrorismes, tous les fascismes ont commencé parce que, devant les premiers viols du droit, on est resté muet. Il faut toujours se lever et crier à l'injustice », affirme l'abbé Pierre<sup>ii</sup>. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, il fallait donc crier contre l'injustice, s'insurger contre l'agression et l'occupation du pays par la France chiraquienne. Et il fallait le faire clairement, publiquement et fortement. La question n'était pas de savoir si Laurent Gbagbo est catholique ou non, s'il est d'une ethnie majoritaire ou non, s'il a été mal élu ou non, s'il est aimable ou non mais celle-ci : l'évangile, la morale et le droit permettent-ils qu'un pays soit agressé et occupé par un autre pays ? Soutiennent-ils que l'on arrive au pouvoir en tuant ? Acceptent-ils qu'un président démocratiquement élu soit empêché de gouverner ? Demandent-ils que la victime soit transformée en bourreau ?

Je note, deuxièmement, que les évêques ivoiriens s'opposent fermement à l'impérialisme français. Pour le dire autrement, ils désirent que la Côte d'Ivoire prenne « en main son destin de façon libre et souveraine ». Qui pourrait le leur reprocher ? Nous l'avons dit ailleurs<sup>iii</sup> : quand on est incapable de résoudre les petits problèmes des Français, quand on a du mal à tenir les promesses qu'on a faites, on est mal placé pour donner des leçons de sortie de crise aux autres. Le bon sens voudrait, dans ce cas, qu'on se taise plutôt. On peut proposer mais on ne peut jamais imposer aux autres de faire ceci ou cela. Cette arrogance française est déplacée, stupide et ridicule<sup>iv</sup>. Je crois avec le sociologue sénégalais Malick Ndiaye que « ce n'est pas à la France de décider en lieu et place des Ivoiriens, ni à Madame Marie commandos et à M. Jacques Chirac de proférer des menaces grossières, injurieuses et méprisantes à l'endroit de l'un quelconque des chefs d'Etat africains<sup>v</sup> ».

Troisièmement, les évêques se permettent d'interpeller les catholiques français, leur demandant non seulement d'être cohérents avec l'évangile qui prône l'humilité, le respect mutuel et la justice mais aussi d'intervenir auprès de leurs dirigeants pour que ces derniers accordent leurs actes avec la devise de la République française qui parle de liberté, d'égalité et de fraternité. « Dieu nous veut frères et vrais », affirme l'abbé Pierre<sup>vi</sup>. Je voudrais insister sur le second adjectif. Le président français est-il dans la vérité quand il fait croire qu'il avait demandé au président ivoirien de ne pas bombarder les positions tenues par les rebelles ? Voici la réponse de François Soudan : « Le compte à rebours semble à ce point lancé que le mercredi 3 novembre, dans l'après-midi, Jacques Chirac téléphone à Laurent Gbagbo. Ce qui suit est plutôt ambigu. Si l'on réaffirme aujourd'hui, dans l'entourage du président français, que ce dernier a été particulièrement clair et net dans ses mises en garde contre toute rupture du cessez-le-feu, il n'est pas sûr que Gbagbo ait perçu autre chose qu'un renouvellement du feu orange. Quelque chose comme un 'allez-y mais ne touchez ni aux forces françaises, ni à celles de l'ONU et, surtout, faites vite'<sup>vii</sup> ». On pourrait trouver d'autres exemples pour illustrer le double jeu du locataire de l'Elysée. Retenons simplement deux choses : d'abord, que les médias français n'ont pas besoin d'aller loin pour débusquer ceux qui pratiquent réellement le double langage. Je voudrais ensuite dire ceci : ou bien les autorités françaises reconnaissent Laurent Gbagbo comme démocratiquement élu et, dans ce cas, elles l'aident franchement à se débarrasser de la rébellion et à réunifier le pays ou bien elles acceptent que la conquête du pouvoir d'Etat par les armes est une bonne chose et elles devraient commencer par ouvrir leur gouvernement aux terroristes corses. Quoi qu'il en soit, il ne viendrait à l'idée de personne en Côte d'Ivoire de refuser que « c'est sans aucun doute M. Chirac et son clan d'industriels et financiers qui ont armé et actionné des politiciens et militaires ivoiriens pour déstabiliser le régime, jugé défavorable à leurs intérêts, afin d'instaurer par la force et la terreur un dirigeant à leur convenance<sup>viii</sup> ». Jacques Chirac a l'habitude de dire que la France est l'amie de la Côte d'Ivoire. Amis, oui mais soyons de vrais amis. Car il ne suffit pas de chanter l'amitié. C'est dans les actes que se manifestent la fraternité et l'amitié. Les vrais amis sont ceux qui ont compris que le mépris, l'arrogance, la force et l'injustice ne doivent pas régner entre eux. Tel me semble le fond de la pensée des évêques ivoiriens. Puissent les Français le comprendre enfin ! A commencer par ceux qui vivent et/ou travaillent dans ce pays car, s'ils veulent vivre en paix en Côte d'Ivoire, s'ils veulent continuer à bénéficier d'avantages de toutes sortes (grosses villas avec domestiques et piscine, juteux salaires, etc.) à Abidjan et ailleurs dans le pays, ils ne doivent pas laisser Jacques Chirac dire et faire n'importe quoi. Ils ne doivent pas attendre d'être pris à partie pour réagir comme ce collectif de Français de Côte d'Ivoire qui s'interroge en ces termes :

« Pourquoi le président Jacques Chirac prend-il la responsabilité unilatérale et immédiate d'une riposte depuis la France, sans enquête préalable ? Les autorités onusiennes sous mandat desquelles la France agit

en Côte d'Ivoire ont-elles été informées de ladite riposte ? L'offensive ivoirienne au cours de laquelle neuf soldats français ont été tués n'avait-elle pas reçu l'aval et le soutien logistique de l'état-major français ? S'il y a deux ans l'opération Licorne a été lancée pour prévenir le naufrage de ce pays et protéger les intérêts français, alors pourquoi aujourd'hui les risques d'embrasement général de la Côte d'Ivoire sont-ils aussi grands ? Et la présence française ruinée ? Les contribuables français savent-ils que l'Etat français a dépensé 1 milliard d'euros depuis le début de la crise en Côte d'Ivoire pour arriver à un résultat aussi calamiteux ?... Pourquoi, entre autres, nos militaires ont-ils tiré à balles réelles, trois jours après les émeutes, sur des participants à un sit-in pacifique ? Y a-t-il eu rupture de la chaîne de commandement pour générer de telles bavures ? Pourquoi les victimes de notre riposte ou des tirs des soldats français lors des manifestations devant la résidence du président ivoirien (62 morts et plus d'un millier de blessés) ont-elles été quasiment ignorées dans la plupart des médias français ? le président Jacques Chirac considère-t-il qu'il y ait une exception africaine en matière du respect des droits de l'homme ? Existe-t-il un contrôle parlementaire de la présence militaire française en Côte d'Ivoire ? <sup>ix</sup>»

C'est donc à un travail d'anticipation dans la réflexion et l'action que sont appelés les Français vivant en Côte d'Ivoire. S'en acquitteront-ils ? Le cardinal Bernard Agré s'est acquitté du sien sur les ondes de Radio Vatican en confirmant la barbarie des troupes françaises en ces termes : « Je reviens des hôpitaux, c'est intenable. Ces jeunes gens décapités par l'armée française, ces personnes qui gisent à même le sol ». Que pense l'archevêque d'Abidjan de la destruction des aéronefs militaires ivoiriens par la force Licorne ? Réponse du cardinal : « La France, en donnant ces ordres qui ont paru à certains atteindre un niveau de repréailles, a bien montré en termes d'efficacité et de rapidité que cette guerre peut finir, puisqu'on a prouvé qu'on peut désarmer rapidement. La rumeur disait que si la France voulait, cette guerre serait déjà terminée <sup>x</sup> ». L'embargo voté par le Conseil de sécurité des Nations unies le 15 novembre 2004 sur les armes a-t-il des chances d'être respecté ? Bernard Agré estime que cet embargo ne sera efficace que si la communauté dite internationale ne fait pas deux poids, deux mesures : « De même que cela a été rapidement terminé avec le gouvernement, si de l'autre côté (la zone contrôlée par la rébellion) personne n'arme ceux que vous appelez rebelles et que nous appelons des frères, si les armes ne rentrent plus, alors la lecture politique de l'acte de l'embargo serait bénéfique pour la Côte d'Ivoire... Le pays serait à ce moment ouvert à la réunification et à la reprise économique <sup>xi</sup> ». Interrogé sur l'intention inavouée des autorités françaises de re-coloniser la Côte d'Ivoire, le cardinal Agré répond sans détour : « Ce n'est pas exagéré. Quand on voit les faits, qu'on les analyse. Nous ne sommes pas les seuls à le dire. Lisez le rapport du président sud-africain Thabo Mbeki <sup>xii</sup> ». Quant au soutien apporté par les chefs d'Etat africains à Jacques Chirac, cela ne semble guère émouvoir le prélat ivoirien : « Certains peuvent avoir récité une leçon bien apprise, d'autres avoir aussi mal au cœur mais faire quand même pour faire plaisir <sup>xiii</sup> ». Sans nuances inutiles, l'archevêque d'Abidjan, qui a toujours souhaité que les leaders politiques se rencontrent en Côte d'Ivoire et non sur les bords de la Seine, balaie du revers de la main l'argument selon lequel les Ivoiriens du Sud redouteraient d'avoir un musulman à la tête du pays : « Ce sont des histoires ! Qu'est-ce que cela peut bien faire qu'un musulman soit demain président, s'il est compétent ? Nous sommes venus à Paris après Marcoussis pour dire que nous n'avions pas de problème religieux. Ce sont des préjugés colportés et la presse française (dont La Croix) n'a pas beaucoup aidé. Ce problème religieux, c'est vous qui le fabriquez ! Le problème du Nord, c'est vous qui l'attisez ! Arrêtez ça ! Il n'y a pas un Nord musulman contre un Sud chrétien. Il y a beaucoup de chrétiens au Nord et il faut que l'opinion publique arrête de croire à ces balivernes <sup>xiv</sup> ». Pour illustrer l'engagement de l'Eglise en faveur des sans-défense, on pourrait citer aussi la conférence épiscopale du Congo-Kinshasa dont le mémorandum de 1990 <sup>xv</sup> est resté dans toutes les mémoires. Sans passer par quatre chemins, les évêques congolais désignaient alors Mobutu comme responsable numéro un du mal congolais : corruption généralisée, délitement de l'Etat, plusieurs mois de salaires impayés, etc. Et comment passer sous silence les interventions de l'archevêque de Douala en faveur du respect des droits de l'homme et pour des élections transparentes et équitables au Cameroun ? Il faut dire que, depuis le retour du multipartisme en 1990, la hiérarchie catholique africaine semble avoir décidé d'être aux côtés des faibles et de ne pas se taire quand ceux-ci sont humiliés ou injustement attaqués. Tout en saluant les courageuses prises de position de nos évêques, nous estimons cependant que prendre la parole aussi fortement implique que prêtres et évêques soient des hommes intérieurement libres, c'est-à-dire non attachés au matériel, capables de se contenter de peu de choses. Car, il faut le reconnaître en toute humilité, c'est la crainte de perdre certains avantages matériels ou de vivre avec le minimum qui nous a bien souvent conduits à trahir l'évangile en nous taisant devant l'inadmissible. Le courage de parler haut et fort devrait donc s'accompagner de la capacité à mener une vie qui ne nous éloigne pas trop des marginalisés.

## Notes

i Cf. Bernard Violet, *L'abbé Pierre*, Paris, Fayard, 2004, p. 162.

ii *Ibid.*, p. 318.

iii Voir notre dernier ouvrage *Changer de politique vis-à-vis du Sud*, Paris, L'Harmattan, 2004.

iv Cf. R. Gubert et E. Saint-Martin, *L'arrogance française*, Paris, Balland, 2003.

vi Cf. B. Violet, *op. cit.*, p. 349.

vii F. Soudan, « France/ Côte d'Ivoire : la déchirure », in *J.A./L'Intelligent*, n. 2288 du 14 au 20 novembre 2004, p. 10.

viii Emmanuel Say Kouamé, « Lettre aux fils (de la Charité) sur la situation en Côte d'Ivoire », 13 novembre 2004, p. 2.

ix Lettre parue dans *Le Courrier d'Abidjan* du 16 novembre 2004.

x Cf. *La Croix* du 22 novembre 2004, p. 5.

xi *Idem.*

xii Celui-ci avait été mandaté par l'Union africaine pour tenter de trouver une solution au conflit ivoirien. C'est à ce titre qu'il se rendit à Abidjan au lendemain des douloureux événements.

xiii *La Croix* du 22 Novembre 2004, p. 5.

xiv *Idem.*

xv Cf. *Jeune Afrique*, n. 1527 du 9 avril 1990, pp. 20-23.

Réf. : EPHE (Paris IV). Dernières publications : *Fallait-il prendre les armes en Côte d'Ivoire ?*, L'Harmattan, 2003 et *Changer de politique vis-à-vis du Sud*, L'Harmattan, 2004.

<http://sedosmission.org/old/fre/dejereke.htm>